

Nous disons NON à la RGPP : retrait du plan d'action RGPP du CNRS

En guise de vœux du nouvel an, la direction du CNRS vient d'adresser un courrier à tous les personnels du CNRS pour vanter et promouvoir la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques). Elle précise les derniers éléments de son plan d'action RGPP après avoir obtenu l'accord du Ministère du Budget.

Alors que de nombreuses organisations syndicales ont quitté la réunion du 1^{er} décembre 2011 organisée par le DGDR pour présenter le plan d'action RGPP du CNRS, les formulations des documents présentés par la direction tendent à laisser croire que ce plan d'action serait issu d'une large concertation avec les personnels. En réalité, l'esprit de ce plan s'inscrit dans la droite ligne des préconisations du gouvernement : mutualisations, externalisations et suppressions d'emploi.

Ce plan d'action entérine la suppression de 278 Equivalents Temps Plein pour les fonctions support dans la période 2010-2012. L'externalisation de l'informatique est maintenue.

Les organisations syndicales signataires dénoncent l'opposition artificielle entre fonctions support et coeur de métier, destinée à opposer les personnels entre eux. Elles alertent l'ensemble des personnels sur les graves conséquences de ce plan. Citons :

- les restructurations des délégations en Ile de France et les modifications des missions pour toutes les délégations
- la centralisation de certaines fonctions (financières, ...)
- l'externalisation et la mutualisation de l'informatique, etc....
- le développement à marche forcée de la Délégation Globale de Gestion alors même que les universités ont les plus grandes difficultés à clore leurs budgets (30 % des concours sont gelés à l'université de RENNES I) dans le contexte de la LRU et de l'austérité renforcée.

Au-delà des personnels dont l'emploi sera remis en cause, c'est l'ensemble de la communauté qui sera menacée dans ses conditions de travail. Ce plan d'action, les réductions de postes de fonctionnaires et les baisses annoncées du budget 2012 ne peuvent qu'accélérer l'affaiblissement du service public de recherche et la transformation du CNRS en agence de moyens.

Ce que cache mal la lettre du DGDR aux personnels est la précarisation toujours plus grande de l'emploi au CNRS et la baisse continue de l'emploi statutaire (1 collègue sur 4 était non titulaire en 2010, contre 1 sur 5 en 2007, source bilan social 2008-2010).

Pour préparer l'action des personnels contre le plan d'action RGPP et la mise en place d'une politique qui prépare la marginalisation du CNRS et sa transformation en agence de moyens :

**les organisations syndicales
(SNCS-FSU, SNPREEES-FO, SNTRS-CGT, SUD-recherche)**

**vous invitent à une Réunion d'information
le mardi 17 Janvier 2012 (13 h – 15 h)**

Amphi D (Bat. 2A) sur le campus de Beaulieu.

Lors de la venue à Rennes du DGDR du CNRS Mr X. Inglebert le jeudi 26 Janvier, les organisations syndicales invitent les personnels à se mobiliser contre la mise en œuvre de la RGPP, pour le retrait de ce plan, et pour exiger que l'Etat donne au CNRS les moyens d'exercer ses missions.

Réunion dans le cadre de l'heure d'information syndicale (autorisée par le délégué régional).